

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

12 février 2020

## INSTITUTION D'UN SYSTÈME UNIVERSEL DE RETRAITE - (N° 2623)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 3234

présenté par  
Mme Panot

-----

**ARTICLE PREMIER**

Après le mot :

« retraités »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 7 :

« au moins égal au seuil de pauvreté correspondant à 60 % du revenu médian. La réévaluation annuelle de ce seuil prend en considération l'inflation annuelle ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Comme la majorité des Français-es, nous nous opposons totalement à l'ensemble de ce projet de loi et demandons le retrait de l'ensemble de ses dispositions, même celles qui auraient pour fonction de limiter les dégâts d'un texte dévastateur. La France est un des pays les plus riches du monde. Et son gouvernement poursuit depuis 2 ans déjà une guerre contre la majorité la moins riche de son pays. En supprimant l'ISF, en maintenant des dispositifs non redistributifs, comme le CICE, en réformant les prestations-chômage, pour pousser hors des calculs une série des personnes qui, in fine, ne se trouvent plus protégées, par l'augmentation des APL, par la tentative de hausse des frais d'inscription des étudiant-es étranger-es dans les universités, par la casse des services publics - éducation, recherche, radio, télévision, archives, hopitaux, douanes, pompiers). Il organise une braderie du patrimoine commun (Française des jeux, Aéroports). Il poursuit inlassablement ses activités qui détruisent l'environnement : privatisation d'ONF, réduction des effectifs au ministère de l'environnement, par exemple, ou encore par ce projet de loi, création d'une nouvelle contrainte à travailler plus longtemps pour gagner juste ce qu'il faut, pour produire plus, et in fine consommer davantage. A l'inverse, elle favorise les plus riches : secret des affaires, suppression de l'ISF, absence de

contrôle des fraudes à la fiscalités qui représentent des montants colossaux. La liste est trop longue. Par cet amendement, nous proposons d'inverser le système des valeurs qui mobilise l'action du gouvernement. Assurez vous que ceux qui n'ont pas assez aient juste ce qu'il faut. Redistribuez davantage. Instaurez de l'égalité et de la sobriété.